

3104 150

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AGENCE DU FONDS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL
(AFDS)**

Immeuble EPI, 1er étage. Rue 1 X Boulevard du Sud.
Tél. : 865 22 56 - BP : 16324 Dakar



BILAN ANNUEL 2004

**COMPOSANTE 1 : AMELIORATION DE L'ACCES
AUX INFRASTRUCTURES EQUIPEMENTS ET
SERVICES SOCIAUX DE BASE**

(Au 30 novembre 2004)

**Financement :
Crédit IDA n° 3446 SE
Gouvernement du Sénégal**

SOMMAIRE

I. Rappel des objectifs

II. Principales réalisations et résultats acquis en 2004

- 2.1 Capitalisation des Evaluations Participatives de la Pauvreté, calcul de l'indice de pauvreté et mise en place d'une base de données
- 2.2 Assistance technique d'appui aux communautés et réalisation des Evaluations Participatives des Besoins
- 2.3 Mise en place des Comités Techniques d'Evaluation des régions de Dakar et Diourbel
- 2.4 Préparation et sélection des Demandes de Microprojets
- 2.5 Approbation et financement des Demandes de Microprojets
- 2.6 Suivi de la mise en œuvre des Micro projets
- 2.7 Activités d'IEC, visites d'échanges et de capitalisation
- 2.8 Mise à jour du Manuel de procédures
- 2.9 Etudes réalisées
- 2.10 Mise en place de l'Antenne Régionale de Ziguinchor

III. Analyse des résultats de la mise en œuvre des activités de la Composante

IV. Contraintes rencontrées et solutions proposées

V. Leçons capitalisées et perspectives 2005

VI. Annexes

- 6.1 Suivi des recommandations/actions convenues lors de la mission de supervision
- 6.2 Situation financière des Micro Projets
- 6.3 Tableau récapitulatif des virements au titre des financements des microprojets des vagues 1, 2, 3 et 4

I. Rappel des Objectifs de la Composante 1

L'objectif de la Composante 1 est d'améliorer l'accès des communautés dans les zones rurales et urbaines les plus pauvres aux infrastructures, équipements et services sociaux de base par le financement sous forme de subvention de microprojets *répondant à des besoins prioritaires* ~~de développement consentie aux Organisations Communautaires de Base (OCB). Les activités de cette composante sont menées à travers deux (2) sous composantes :~~ *cette composante comprend*

- Une sous composante 1.1 : « Accès aux services sociaux de base » dont l'objectif est d'améliorer la capacité d'accès et d'utilisation des infrastructures et équipements de base existants dont les services ne sont pas satisfaisants, par le financement de micro-projets visant à les rendre plus performants pour livrer des services de qualité qui satisfassent les utilisateurs. Le coût maximum d'un microprojet de cette catégorie est de 5 000 dollars US ; aucune contrepartie financière n'est exigée des bénéficiaires.
- Sous composante 1.2 « Infrastructures et équipements de base » dont l'objectif est de financer des microprojets d'infrastructures et d'équipements de base soumis par les OCB dans les zones où il n'en existe pas. Ces infrastructures et équipements doivent être cohérents avec les programmes d'investissement locaux et nationaux et en parfaite synergie avec les interventions des autres acteurs du développement local. Le coût maximum d'un microprojet de cette catégorie est de 30 000 dollars; une contribution des bénéficiaires à hauteur de 5% du coût du microprojet en nature est exigée.

refuse
La stratégie de mise en œuvre ~~de la Composante 1~~ est fondée sur le transfert aux communautés de base de la responsabilité de la conception, la proposition, la réalisation et l'évaluation interne de leurs propres microprojets. Ce transfert se met en œuvre au travers des accords de microprojets signés entre l'AFDS et les OCB bénéficiaires.

20 novembre 2004, le projet
Au stade actuel, les régions de Dakar, Fatick, Kaolack, Kolda, Louga et les poches de pauvreté des régions de Diourbel et Matam sont touchées par le projet Fonds de Développement Social. Les principaux domaines ciblés sont la santé, l'éducation, l'hydraulique, la socio économie, etc. Il est à noter que les infrastructures réalisées par les communautés sont conformes avec les politiques sectorielles de l'Etat et la décentralisation.

Le présent rapport bilan des activités de la Composante entre janvier et novembre 2004 s'articule autour des trois points essentiels suivants :

- Principales réalisations et résultats acquis en 2004
- Principales contraintes rencontrées et solutions proposées
- Leçons capitalisées et perspectives 2005

II. Principales réalisations et résultats acquis en 2004

A l'issue de la Revue à mi-parcours du projet, la date de clôture de la première phase du projet Fonds de Développement Social a été prolongée au 31 décembre 2005. Dans cette perspective, la définition du plan d'opérations et du budget annuel (POBA) de la Composante 1 « Amélioration de l'accès aux services sociaux, aux infrastructures et équipements de base » a été prévue sur deux années 2004 et 2005. Ainsi, tenant compte de l'analyse actuelle de la situation de la pauvreté au Sénégal et de l'expression des besoins de plus en plus importants des communautés, les prévisions du projet ont été revues à la hausse. Le nombre de villages et quartiers couverts est passé de **525 à 1032** et le principe « un village, un microprojet » a été retenu. Le nombre cumulé de micro projets préparés par les communautés et soumis à l'AFDS depuis le démarrage des activités jusqu'au 30 novembre 2004 est de **760** dont **499** pour l'année 2004. En vue de l'atteinte des résultats assignés de 2004, les principales activités suivantes ont été menées.

2.1 Capitalisation des Evaluations Participatives de la Pauvreté (EPP), calcul de l'indice de pauvreté et mise en place d'une base de données

Dans le cadre de la capitalisation des Evaluations Participatives de la Pauvreté (EPP), une base de données sur les principaux indicateurs de suivi de la pauvreté a été confectionnée. La mise à jour se fait au fur et à mesure que les rapports d'EPP sont livrés. L'objectif est de définir la situation de référence de la pauvreté et mesurer l'évolution de l'indice de pauvreté des villages et quartiers au regard de l'impact des interventions du projet.

A ce stade, toutes les Evaluations Participatives de la Pauvreté (EPP) sont réalisées dans les régions de Dakar, Fatick, Kaolack, Kolda, Louga et les poches de pauvreté des régions de Diourbel et Matam. Au total, **1032 villages et quartiers** ont été couverts et la situation de référence en terme de pauvreté a été identifiée. Tous les villages et quartiers cibles disposent de rapports.

En dehors de la région de Dakar, les indices de pauvreté sont calculés pour l'ensemble des villages et quartiers concernés par les EPP. L'intégration des données de Dakar sera faite au plus tard le 31 décembre 2004 et la base sera ainsi opérationnelle.

Les ateliers de restitutions des EPP sont programmés au niveau national et dans chaque région couverte par le projet au courant du premier trimestre de l'année 2005.

2.2 Assistance technique d'appui aux communautés et réalisation des Evaluations Participatives des Besoins (EPB)

La mission des premiers Opérateurs d'Appui au Développement Communautaire (OADC) se poursuit dans les **276 villages et quartiers** des régions de Fatick, Kaolack, Kolda et Louga.

Grâce à la capitalisation de la 1^{ère} mission de ces OADC, le processus d'appui a été révisé et mieux maîtrisé. C'est ainsi que le délai d'exécution de la mission des nouveaux OADC passe de 24 à 18 mois et cinq (5) principales étapes ont été identifiées pour la mission d'appui : (i) Installation et mobilisation sociale ; (ii) Appui à l'Evaluation Participatives des Besoins, (iii) Appui à l'élaboration des DMP ; (iv) Appui à la mise en œuvre des MP ; (v) Appui à la pérennisation.

Un deuxième groupe d'Opérateurs, au nombre de sept (7) a été recruté en février 2004 et leur mission a démarré sur le terrain en mars 2004 conformément aux termes de référence révisés. Le nombre de villages/quartiers couverts par ces opérateurs est de 578 issus de la liste des sites restants de la phase pilote.

A cette étape de l'exécution du projet, l'implication des relais communautaires dans la réalisation des EPB, suite à la formation en FGB sur les modules d'EPB et de Dynamique et Organisationnelle Communautaire (ODC), a été une innovation de taille.

Les Evaluations Participatives des Besoins (EPB) réalisées dans chaque village/quartier ont permis d'identifier une demande de micro projet qui a fait l'objet d'évaluation, d'approbation et de financement par l'AFDS. Aujourd'hui, toutes les EPB ont été réalisées. Les organes d'exécution des microprojets (Comités de Gestion, Comités Techniques de mise en œuvre, comités d'animation de sensibilisation et de formation) ont été mis en place avec une participation effective des groupes vulnérables.

Une amélioration significative de la réalisation de ces EPB a été notée avec cette nouvelle approche qui met l'accent sur le renforcement des capacités des relais communautaires chargés d'assurer la démultiplication dans les villages/quartiers. Le processus d'apprentissage, qui allie la théorie à la pratique, a permis d'accélérer l'exécution des EPB de manière significative tout en préservant la qualité des résultats.

de 2 en rapide
L'implantation des différents opérateurs est présentée dans le tableau ci-dessous :

Lot	Département	Nombre de villages /quartiers	Dénomination de l'Opérateur
1	Louga	69	CECI
2	Kébémér	63	SCIEPS
4	Foundiougne	119	Regroupement SENAGROSOL/WAAME
5	Gossas ⁽³⁾ et Diourbel	62	PASTEEL
6	Kaffrine	72	MSA
9	Vélingara	126	SENAGROSOL CONSULT
10	Dakar/Rufisque	67	ENDA ECOPOLE
Total		578	

(3) : 22 villages constitués de poches de pauvreté se situent dans la région de Diourbel.

2.4 : Mise en place des Comités Techniques d'Evaluation (CTE) des régions de Dakar et Diourbel

Au courant de l'année 2004, les trois (3) Comités Techniques d'Evaluation (CTE) des régions de Dakar et Diourbel ont été créés par arrêté préfectoral et installés sous la supervision des préfets des départements respectifs de Pikine, Rufisque et Diourbel.

Les séances de mise à niveau des membres de ces CTE ont été organisées et ont constitué l'une des dernières étapes du processus de mise en place des structures d'évaluation des microprojets de la phase pilote en dehors de la région de Ziguinchor, qui vient de démarrer ses activités.

2.5 : Préparation et sélection des Demandes de Micro Projets (DMP) de 2^e génération d'OADC

Sur un objectif prévisionnel de 400 Demandes de Micro Projets fixées pour l'année 2004, 499 ont été préparées par les communautés dans les 578 villages et quartiers ciblés par la deuxième vague d'opérateurs.

Sur les 499 DMP, 236 ont été soumises par les communautés et évaluées par les CTE régionaux au cours de deux sessions correspondant aux 4^{ème} et 5^{ème} vagues de MP. Les résultats enregistrés sont les suivants :

- 4^{ème} vague : Sur les 111 DMP reçues et évaluées, 105 ont été classées dans la catégorie A et 06 dans la catégorie B,
- 5^{ème} vague : Sur les 125 DMP reçues et évaluées, 121 ont été classées dans la catégorie A et 04 dans la catégorie B.

Les autres sessions d'évaluation des CTE en cours concernent 263 Demandes de Micro Projets.

2.6 : Approbation et financement des Demandes de Micro-Projets de 2^{ème} génération d'OADC

Comme l'ont indiqué les résultats d'évaluation ci-dessus, sur les 236 Demandes de Microprojets évaluées, 226 ont été approuvées et 10 confirmées dans la catégorie B par l'AFDS, soit un taux de rejet de 4,27%.

Sur les 226 MP approuvés par la Direction Générale de l'AFDS, 29 ont été financés et 197 sont en instance de financement. Dans ce cadre, les notifications et les accords de financement sont signés et transmis aux communautés bénéficiaires.

Le processus de sélection des maîtres et entrepreneurs a démarré et se poursuivra avec l'élaboration des dossiers d'appels d'offres.

Situation des MP de la 2 ^{ème} vague d'OADC par région						
<i>Micro projets 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} vagues</i>	KOLDA	KAOLACK	LOUGA	FATICK	DAKAR	TOTAL
MP préparés et formulés	92	60	128	152	67	499
MP évalués	59	30	58	76	13	236
MP approuvés	57	30	53	73	13	226
MP financés	29	0	0	0	0	29
MP en cours d'évaluation	33	30	70	76	54	263

Le montant de financements correspondant aux 226 MP approuvés s'élève à 3074145525 F CFA alors que les besoins en financement pour les 263 DMP en cours d'évaluation sont estimés à 2643150 000 FCFA.

2.7 : Suivi de la mise en œuvre des MP de la 1^{ère} génération d'OADC

Exécution technique

Le suivi de la mise en œuvre des micro projets de la 1^{ère} génération d'OADC a constitué une étape importante du processus d'appui aux communautés de base. Pour faciliter le processus de clôture des micro projets achevés, l'AFDS a élaboré un document de clôture, partagé et validé par les acteurs. Ce document définit 10 conditions à satisfaire (cf. point 2.8 ci-dessous). Sur la base de ce document, le niveau d'exécution des 271 micro projets financés et mis en œuvre entre 2003 et 2004 varie selon les vagues :

- 96 Micro projets de la 1^{ère} et 2^{ème} vagues sont à 95% achevés. Pour ces microprojets, seul le rapport de clôture en cours d'élaboration reste à valider par l'AFDS et chaque OCB bénéficiaire. Ces micro projets ont eu une durée moyenne d'exécution de 8 à 10 mois.
- 164 Micro projets de la 2^{ème} et 3^{ème} vagues en cours de réalisation sont répartis comme suit:
 - 75 MP se situent à 80% d'exécution physique. Seuls restent à faire le module sur l'IEC/SIDA, la validation de la situation financière et du rapport de clôture. Ces activités sont prévues avant le 31 décembre 2004, ce qui porte la durée moyenne d'exécution à 10 mois.
 - 89 MP sont en moyenne à 50% d'exécution. Pour ces MP, les conditions de clôture seront satisfaites au plus tard en fin janvier 2005. La durée moyenne de ces micro projets se situe à 12 mois.
- 11 Micro projets en retard d'exécution sont à 20% de mise en œuvre. Les retards sont liés à la non mobilisation des apports par les bénéficiaires, à des problèmes techniques ou à l'insuffisance du matériel de mise en eau. Ces retards sont observés dans les zones de Koungheul au niveau de 2 micro projets de fonçage de puits, de Linguère avec les 7 micro projets de construction et d'équipement d'infrastructures diverses et dans la commune de Foundiougne avec 2 MP portant sur la construction de digue et le remblai d'une mare. Ces micro projets ne pourront être achevés avant la fin du mois de février 2005, soit une durée de 14 mois.

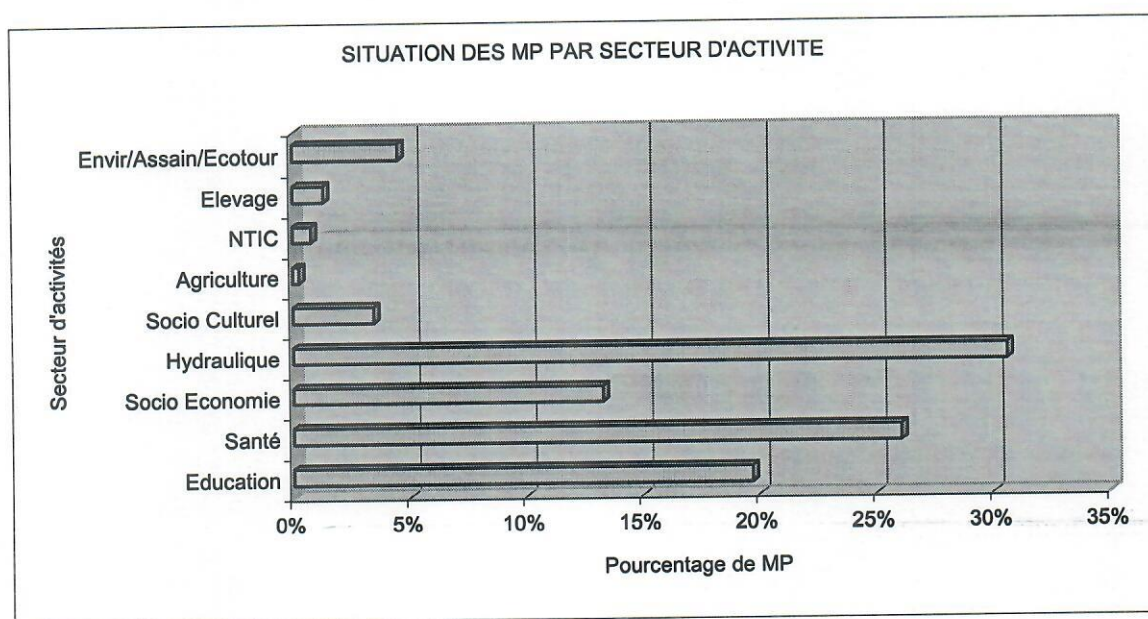
Suivi état d'exécution des MP financés par région						
<i>Micro projets 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} vagues</i>	KOLDA	KAOLACK	LOUGA	FATICK	DAKAR	TOTAL
En cours d'achèvement	36	17	0	43	0	96
En cours de réalisation	17	35	97	15	0	164
En retard d'exécution	0	2	7	2	0	11
Total 1	53	54	104	60	0	271

L'essentiel des investissements de ces micro projets concerne les infrastructures et équipements de base. La proportion de micro projets d'infrastructures financés est importante et s'élève à 97,8 % contre 2,2 % pour les micro projets d'accès aux services sociaux de base.

Nombre de MP selon le type et par région						
LIBELLES	KOLDA	KAOLACK	LOUGA	FATICK	DAKAR	TOTAL
Micro projets d'Infrastructures et d'Equiptement de base (MPIE)	110	84	149	130	13	486
Micro projets Services Sociaux Base (ASSB)	0	0	8	3	0	11
Total MP	110	84	157	133	13	497

Les principaux secteurs d'activités touchés par les micro projets financés sont liés aux priorités exprimées par les communautés et concernent principalement l'hydraulique villageoise avec 31%, la santé (26%), l'éducation (20%), les infrastructures socio-économiques (12%), les infrastructures socio culturelles, l'assainissement et l'environnement (9 %) et les autres secteurs (2 %).

Graphique des Micro projets selon le secteur d'activités



Exécution financière

L'exécution financière des microprojets de la 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} vagues se situe respectivement à 93%, 73% et 74% au 30 novembre 2004 (cf. tableau en annexes).

Par rapport aux financements des micro-projets, le budget prévisionnel de la Composante 1 se situait à **5 017 921 000 F CFA**. Le cumul des montants de financement des vagues de micro projets 1, 2, 3, 4 et 5 s'élève à **6 241 087 914 F CFA**. Si tous les **263 MP** en cours d'évaluation sont approuvés, les besoins pour leur financement sont estimés à **2 643 150 000 FCFA**. Ainsi, les besoins globaux de couverture financière s'élèveraient à **3 866 316 914 F CFA**.

Cette situation peut s'expliquer par deux raisons fondamentales :

- 1°) Le coût moyen de **10 050 000 F CFA** par micro projet a été calculé en 2003 sur la base de la première vague de micro-projets qui a connu une évolution du fait de l'approche par la demande (plus de micro projets d'infrastructures que de micro projets d'accès aux services sociaux) et des améliorations apportées sur la qualité des infrastructures. Ainsi, le coût

moyen du MP actuel est de **12 557 600 F CFA**. **Par exemple** : le coût d'un micro projet d'école incorpore le coût unitaire de la salle de classe, norme MEN, plus le coût du mobilier, des fournitures et équipements, des latrines, du mur de clôture, du point d'eau ;

- 2°) La stratégie de ciblage du projet a privilégié non seulement la zone rurale dépourvue d'infrastructures mais aussi les communautés de base les plus pauvres. Ceci a favorisé la proportion de micro projets d'infrastructures aux dépens des micro projets d'accès aux services sociaux de base (97,8 % contre 2,2 %).

2.8 Activités d'IEC, visites d'échanges et de capitalisation

• Activités d'IEC/SIDA

Toutes les communautés ciblées ont accepté les activités d'IEC/Sida et ont traduit cette adhésion par un engagement écrit contenu dans la DMP.

La stratégie de mise en œuvre de l'IEC-SIDA a consisté en l'identification des relais de santé existe et les relais communautaires dans chaque zone d'intervention de l'AFDS qui appuient les séances de mobilisation sociale.

La formation sur les IEC/SIDA est assurée par le Responsable de l'Education pour la Santé (EPS) du district avec l'appui de l'Infirmier Chef de Poste (ICP). La démultiplication des séances a été assurée par les relais et les membres des CAF formés.

Les supports utilisés lors des séances sont la boîte à images, la trousse ASBC, les cartes IST, les préservatifs, les affiches sur le SIDA, validés par le secteur.

Au total 1043 relais ont été formés dans les régions de Kolda, Kaolack et Fatick. La démultiplication, qui se poursuit sur le terrain, a actuellement touché 2371 personnes.

Dans la Région de Kolda qui est l'une des plus affectée par le VIH/SIDA au Sénégal, 235 relais ont été formés dans les deux Communautés rurales de Fafacourou et Saré Bidji, et les formations se poursuivent. Les activités d'IEC ont été menées à travers les causeries, les visites à domicile, les entretiens et les projections de films. Treize (13) causeries regroupant 371 personnes ont été organisés sur des thèmes relatifs à la santé, l'hygiène et la gestion de l'eau. Douze (12) séances de formation et d'animation sur l'entretien et la maintenance, le traitement des ordures ménagères et la prévention des maladies courantes, la gestion administrative et financière d'un comité de santé ont été organisées pour 126 participants.

Dans la région de Fatick, plus de 800 personnes ont été sensibilisées sur l'IST/SIDA dont 450 femmes et 5000 DBC distribuées lors des séances d'animation. Des modules thématiques sur la lutte contre les MST/ SIDA, les modes de transmission, les moyens de prévention, l'hygiène et la gestion de l'eau, la prévention de la Gonococcie et la gestion de l'environnement ont été dispensés.

Dans la région de Kaolack, plus de 1200 personnes ont assisté aux 04 séances de sensibilisation sur les IST/SIDA et 08 femmes relais formées pendant 4 jours en IEC/ IST/SIDA au district de santé de Koungeul.

- **Visites d'échanges et de capitalisation**

En terme de visites d'échanges et de capitalisation, le processus a démarré dans les régions de Kaolack et Fatick.

A Kaolack, 10 comités de santé, soit 20 personnes ont effectué une visite d'échanges à la case de santé de Mbaye Mbaye ; 06 membres du Comité de gestion du village de Touba Alia ont visité le magasin céréalier de Arafat ; les membres de quatre (04) Comités de santé de la Région de Kaolack ont visité la Case de santé de Sorom dans la Région de Fatick, et 02 comités de gestion ont rendu visite au CGMP de Diagane Barka. Les visites d'échanges ont permis aux différents participants d'intégrer les contraintes de mise en œuvre vécues par chaque village et de capitaliser sur les solutions.

A Fatick, quatre (4) visites ont été organisées autour du Magasin de Diagane Barka par les CGMP de Ndiagnène Youssoup, Kébé Aïnoumane, Ndiangkha Aly. Dans le domaine de la santé, le choix a porté sur la case de santé de Sorom grâce aux résultats probants réalisés en terme de gestion et d'organisation du comité de santé qui a reçu les villages de Keur Ousseynou Dieng, Passy Ndinderling, Thiamène Diogo, etc.

Les rapports de ces visites sont disponibles sur le terrain.

2.9 : Mise à jour du Manuel de procédures

Le volume 2 du manuel de procédures concernant la composante 1 « Amélioration de l'accès aux infrastructures, équipements et services sociaux de base » a fait l'objet d'une révision en 2003. Les révisions de 2003 ont été partagées avec les autres acteurs. Conformément aux principes d'amélioration continue de cet outil, des mises à jour sont proposées pour prendre en compte les éléments suivants :

- Au niveau de la Demandes de Micro Projets, intégrer la révision du cadre logique revue, la prise en charge du plan de gestion environnementale, les indicateurs de mesure de l'impact pour tous les types de micro projets, les plans de pérennisation incluant les plans de transfert de compétences aux communautés de base ;
- Au niveau des accords de financement des micro-projets, inclure les clauses sur les délais de mobilisation des apports des communautés bénéficiaires des financements AFDS et l'ouverture de sous comptes par l'OCB pour gérer les fonds destinés aux retenues de garantie des entrepreneurs ;
- Intégrer un nouvel outil qui est le document de clôture du micro-projet. Ce document énonce les dix (10) conditions à satisfaire avant la clôture formelle du micro projet qui sont:
 - Infrastructure réceptionnée et procès verbal de réception dûment signé par les parties prenantes,
 - Indicateurs de performances contenus dans la Demande de Micro Projet atteints,
 - Formations techniques et spécifiques réalisées,
 - Stratégie de pérennisation élaborée et mise en œuvre,

- Organes de gestion du micro projet installés et opérationnels,
- Situation financière du micro projet réalisée et acceptée par l'AFDS,
- Reliquats sur le financement ont fait l'objet d'une proposition et d'un avenant signé avec l'AFDS,
- Auto évaluations faites et rapports disponibles,
- Inventaires physiques réalisés,
- Plan de suivi du micro projet et rapport de clôture adoptés en assemblée générale.

2.10 Etudes réalisées

✓ Etude sur la prise en charge des impacts environnementaux des micro-projets et sous-projets financés par l'AFDS

Une étude environnementale dans toute la zone d'intervention du projet a été menée en vue d'intégrer les contraintes et opportunités environnementales et sociales de façon optimale dans les microprojets et sous projets, de façon à ce qu'elles répondent aux exigences du code de l'environnement du Sénégal et aux directives de la Banque Mondiale. Cette intégration se fera par un perfectionnement systématique des éléments environnementaux et sociaux dans le manuel de procédures, par l'adoption de ces procédures par les acteurs concernés et par la promotion des microprojets et sous projets qui visent une meilleure gestion de l'environnement au niveau des organisations communautaires de base.

L'étude a impliqué tous les acteurs de terrain. Le rapport final comporte un plan de gestion environnementale ainsi que des indicateurs de mesure de l'impact pour tous les types de MP, et formule des recommandations qui mettent l'accent sur les points suivants : (i) l'intégration dans les termes de référence des opérateurs d'appui, les aspects liés à une prise en compte des éléments environnementaux, (ii) la prise en compte des aspects environnementaux dans les EPP et EPB, (iii) le renforcement des capacités des ARFS, des CTE, des OADC et OAMF sur ces aspects, (iv) l'établissement de relations de partenariat avec le Ministère de l'Environnement et l'organisation de sessions conjointes d'évaluation, (v) la promotion des MP d'environnement.

Le rapport final a été transmis au Ministère de l'Environnement et à l'IDA.

✓ Etude Emploi

L'AFDS a entrepris, en partenariat avec la Direction de l'Emploi, de réaliser une étude qui lui permette d'intégrer la dimension "emplois générés" dans son dispositif de suivi-évaluation. Cette étude permettra à l'AFDS de (i) d'évaluer l'impact emploi des activités menées sur le terrain par l'AFDS ; (ii) de mettre en place une base de données des emplois générés ; (iii) d'élaborer des indicateurs de suivi-évaluation des emplois générés ; et (iv) de disposer d'un dispositif permanent de collecte et de mise à jour des informations.

Il ressort de cette étude que les activités menées par l'AFDS ont déjà un impact emploi très significatif (plus de 2000 emplois créés ou consolidés au 31 mars 2004) en plus des autres impacts non moins importants dont le renforcement des capacités des communautés de base, de sorte qu'elles puissent prendre en charge elles-mêmes leur propre devenir, permettra certainement d'assurer la pérennisation des actions menées.

Par ailleurs, le dispositif de suivi évaluation de l'impact emploi proposé devrait permettre de mesurer, chaque fois que de besoin, les progrès réalisés par l'AFDS dans sa croisade contre la

pauvreté, tout au moins en ce qui concerne la création et la consolidation d'emplois. Le rapport préliminaire de l'étude est disponible.

✓ Etude pour le calcul d'indices de pauvreté et constitution d'une base de données villages/quartiers

L'étude menée par un consultant externe comportait deux objectifs essentiels, à savoir : (i) la constitution et le calcul des indices de pauvreté et le classement des différents villages selon l'indice global de pauvreté, (ii) la création d'une base de données à partir des informations collectées par les enquêtes des Evaluations Participatives de la Pauvreté.

Le Consultant a travaillé sur la base des données recueillies et saisies par les opérateurs (OEPP), pour élaborer des indices sectoriels de pauvreté pour les différents secteurs socio-économiques, un indice synthétique de pauvreté pour chaque village ou quartier et, établir un classement de ces localités au niveau de chaque circonscription administrative (région, département, communauté rurale) selon le degré de pauvreté. Il a aussi mis en place une base de données villages/Quartiers sous SPSS et un système d'exploitation sous ACCESS.

Une note de présentation du programme de consultation de la base de données et le rapport provisoire sont disponibles avec une copie sur CD.

✓ Elaboration d'un Guide pratique d'exécution et de gestion des projets d'infrastructures financés par l'AFDS dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'hydraulique, de l'assainissement et de l'environnement, de la socio économie, etc.

Cette étude vise à appuyer le processus de capitalisation et d'harmonisation des outils nécessaires pour la réalisation des micro-projets de ou comportant des infrastructures. L'étude a été menée sur la base du recueil des plans types, devis quantitatifs estimatifs des coûts unitaires standards et des modèles de gestion, de maintenance et d'entretien des infrastructures communautaires dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique, de l'assainissement et d'environnement, de la socio économie, etc., actuellement utilisés. Elle a impliqué au niveau national les directions centrales telle que la Direction des Constructions Scolaires, la Direction de l'Hydraulique, l'AGETIP et sur le terrain, les maîtres d'œuvre, les opérateurs, les communautés et les Services Techniques Déconcentrés de l'Administration dans les six (6) régions d'intervention de l'AFDS. Les autres projets et programmes ont été également consultés.

Un rapport provisoire de mission et sept (07) Guides pratiques d'exécution ont été élaborés et sont disponibles dans les domaines suivants :

- Exécution des micro projets d'infrastructures hydrauliques ;
- Exécution des micro projets d'infrastructures scolaires ;
- Exécution des micro projets d'infrastructures sanitaires ;
- Exécution des micro projets d'infrastructures marchandes ;
- Exécution des micro projets d'infrastructures socio éducatives ;
- Exécution des micro projets d'infrastructures agro pastorales ;
- Exécution des micro projets d'infrastructures de base.

La restitution des résultats de l'étude sera organisée en décembre 2004.

2.11 Mise en place de l'Antenne Régionale de Ziguinchor

Le lancement des activités de l'AFDS dans la région de Ziguinchor a eu lieu du 29 au 30 juin 2004. L'analyse situationnelle de la région et la stratégie d'implantation tenant compte des orientations du programme global PRAESC et des interventions en cours ou planifiées par les autres acteurs, ont été présentées et discutées avec tous les acteurs de la région à l'occasion d'un atelier tenu en octobre 2004. Les Collectivités locales, l'administration régionale et locale et les services techniques déconcentrés, les projets/programmes, les ONGs, les organisations communautaires, ont pris une part active dans la préparation et l'animation de ces deux importantes activités. Les rapports de ces deux ateliers sont disponibles.

La discussion sur les opportunités de partenariat entre les différents acteurs, a permis d'avoir une idée claire de la localisation des différentes interventions sur le terrain, de mieux cerner les pratiques des différents acteurs en terme d'appui aux communautés et de valider la stratégie d'implantation de l'antenne régionale de l'AFDS.

Ciblage

La stratégie de ciblage tient compte de plusieurs facteurs :

- La région a capitalisé beaucoup d'études récentes et des documents de planification datant de 2003 à 2004 existent à Ziguinchor (PRDI, PLD, autres études du PROCAS, etc.) ;
- Après vingt ans de conflit et de destruction, le ciblage des villages/quartiers et des communautés rurales tel que réalisé par la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS) en 1999-2000, n'est plus fiable. C'est la raison pour laquelle, le nouveau ciblage qui reste une question difficile s'appuiera, en plus du ciblage de la DPS, sur les dernières informations et données récentes recueillies par l'Antenne Régionale de l'AFDS de Ziguinchor dont celles du dernier Recensement National de la Population de 2003 ;
- La dynamique de retour des ex-combattants et de repeuplement des villages qui s'est amplifié depuis l'année 2000, ainsi que la dimension sécuritaire qui s'inscrit dans le processus de paix sont à prendre en compte ;
- La présence de nombreux intervenants sur le terrain rend nécessaire la cartographie des interventions pour éviter les duplications et redondances ;
- L'isolement des communautés rurales insulaires et la vulnérabilité particulière des communautés rurales transfrontalières sont autant de facteurs à considérer.

Sur cette base, les quelques critères de ciblage ci-dessous identifiés ont été partagés au cours de l'atelier :

- Dynamique de retour et de repeuplement
- Présence d'une dynamique organisationnelle
- Accessibilité sécuritaire et isolement
- Présence ou absence d'intervenants

L'examen de tous ces facteurs et critères a permis d'identifier dix (10) Communautés rurales et deux (02) Communes regroupant au total 70 villages et 12 quartiers.

Le document de ciblage en cours de validation sera partagé avec tous les acteurs de la région et notamment l'Agence Nationale pour la Reconstruction de la Casamance et le PRAESC.

Le processus de réalisation des EPP et EPB à Ziguinchor

Compte tenu de ce qui précède, la réalisation des EPP et EPB sera combinée et allégée. Un PRDI pour le niveau régional et un PLD élaboré récemment existent pour faciliter l'exploitation des données de chaque communauté rurale cible.

L'étude partira de l'analyse de l'existant en investiguant les zones non couvertes par les données récentes. L'accent sera plus mis sur les données complémentaires quantitatives et qualitatives (changements sociaux intervenus dans la communauté) permettant d'alimenter la base pour le calcul et le suivi de l'évolution de l'indice de pauvreté pour chaque village ou quartier ciblé.

L'analyse situationnelle au niveau village/quartier abordera aussi les mesures concrètes à prendre pour promouvoir la dynamique communautaire pour la paix et les groupes particulièrement vulnérabilisés par le conflit.

III. Analyse des résultats de la mise en œuvre des activités de la Composante:

L'exécution de la Composante 1 au cours de l'année 2004 a permis de faire le suivi des micro-projets initiés avec l'appui des opérateurs de la première génération et de prendre en charge les villages restants de la phase pilote.

Les principaux résultats obtenus peuvent être résumés ainsi qu'il suit :

- La réalisation de **271** micro projets de la 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} vagues mis en œuvre en 2003 dont **96** achevés dans les délais, **75** et **89** exécutés respectivement à **80 %** et **50 %** ;
- La réalisation de **11** micro projets de la 2^{ème} et 3^{ème} vagues à un taux de **20 %** ;
- La maîtrise du processus d'appui aux communautés, axée sur les cinq (5) principales étapes de la mission OADC, a permis de réduire le délai de mise en œuvre de **24 à 18** mois.
- La mise en place de la deuxième génération d'OADC prévue pour appuyer les communautés restantes de la phase pilote dans l'identification, la préparation, la mise en œuvre et le suivi de leurs microprojets a permis de démarrer les activités dans les nouveaux villages des zones d'intervention de l'AFDS, soit **578** nouveaux villages/quartiers couverts ;
- La réalisation des **578** EPB dans tous les villages et quartiers concernés dans les délais et l'expression des idées de MP identifiées et priorisées ;
- La mise en place et la mise à niveau des **3** derniers CTE des régions de Dakar et Diourbel ;
- L'évaluation de **236 DMP** et la soumission de **263 DMP** en cours d'évaluation sur les **499** identifiées et formulées par les communautés de base ;

- L'approbation de 226 micro projets par l'AFDS dont la mise en place des premières tranches de financement pour 29 micro projets ;
- La réalisation de trois (3) études portant sur les impacts potentiels des MP sur l'environnement et l'élaboration de mesures compensatoires (plan de gestion environnementale), sur les emplois créés par le projet Fonds de Développement Social, sur l'élaboration de Guides pratiques d'exécution et de gestion des infrastructures et équipements de base, etc.

L'analyse des résultats permet d'établir les acquis suivants :

Une capacité de pilotage renforcée

- **Par rapport à la maîtrise des coûts** : Les coûts de l'assistance technique (coûts opérateur par village) tels qu'ils ont été révisés lors de la Revue à Mi-Parcours ont pu être respectés. En effet, ces coûts qui ont été réduits de moitié passent de 2 831 573 F CFA lors de la 1^{ère} vague d'OADC à 1 362 369 F CFA par village pour la 2^{ème} vague d'OADC.
- **Par rapport à la maîtrise des outils** : Les outils de mise en œuvre de la composante 1 ont été testés à une échelle significative, partagés et validés avec l'ensemble des acteurs. Ceci a permis de bâtir un système robuste de mise en œuvre des micro projets.
- **Par rapport à la capacité à gérer les changements intervenus au cours de l'exécution** : La révision des termes de référence des OADC, la stratégie de couplage EPP/EPB, la réduction de la concentration des tâches d'animation et de dynamique communautaires au niveau des opérateurs et l'intégration du processus de préparation des micro projets dans les étapes de renforcement de capacités se sont révélés positifs. Tous ces changements ont été partagés et adoptés par les autres acteurs comme des améliorations.
- **Par rapport au repositionnement de la FGB** : Les personnes ressources identifiées et formées sur les modules EPB et ODC suite à la phase d'installation des opérateurs ont permis une appropriation rapide de la démarche et des outils de planification ainsi qu'une réduction des délais d'exécution des EPB et du processus de formulation des DMP ;
- **Par rapport au système de suivi évaluation** : La capitalisation sur les deux outils que sont le Guide d'auto évaluation des micro projets et le Module de Suivi Evaluation Participatif a permis aux différents acteurs impliqués de pouvoir identifier leurs situations de référence, définir et suivre l'évolution des indicateurs des micro projets.

Un dispositif d'intervention et d'appui mieux adaptés

- Le profil du personnel des opérateurs a mis l'accent sur les niveaux de formations et les expériences pratiques de terrain des animateurs et répond mieux à la mission des OADC
- L'implication des membres des CTE qui était plus ressentie en amont du processus avec les sessions d'évaluations des micro projets est maintenant effective en aval avec leur participation au suivi des micro projets en cours d'exécution sur le terrain.

Une articulation effective avec les secteurs sur :

- L'harmonisation avec les planifications des secteurs notamment l'éducation et la santé sur le respect des cartes scolaire et sanitaire, etc. ;
- L'harmonisation des outils techniques normés de ces secteurs (plans types, référentiels d'indicateurs, etc.) ;
- L'implication plus accrue des Services Déconcentrés de l'Administration (SDA) dans le processus d'évaluation et de suivi des micro projets ainsi que les évaluations d'impacts.

Une capacité de suivi des micro projets renforcée avec :

- L'existence d'une base de données des micro projets mise en place et opérationnelle
- L'élaboration, le partage et la validation du Guide d'auto évaluation des micro projets
- L'utilisation effective de cet outil sur le terrain par les communautés bénéficiaires
- L'élaboration, le partage et la validation du document de clôture des micro projets achevés.

Une stratégie de pérennisation mise en place à travers :

- Le processus de transfert de compétences est mis en place de façon précoce (avant l'achèvement du micro projet) ;
- Un dispositif de relais communautaires maîtrisant les outils de planification participative, de gestion financière, de passation de marchés, de Suivi Evaluation Participatif (SEP), etc.
- La préparation en cours des Guides d'exécution, d'entretien et de maintenance des micro projets d'infrastructures de base.

IV. Contraintes rencontrées et solutions proposées

CONTRAINTES RENCONTREES	SOLUTIONS PROPOSEES
Le budget prévisionnel de la Composante 1 pour le financement des micro projets se situait à 5 017 921 000 F CFA. Le cumul des montants de financement de la 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} vagues de micro projets s'élève à 6241087914 F CFA. Si tous les 263 micro projets en cours d'évaluation sont approuvés, les besoins pour leur financement sont estimés à 2643150000 FCFA. Ainsi, la couverture financière nécessaire s'élève à 3 866 316 914 F CFA.	- Par rapport aux besoins de financement constatés sur la base des réalisations faites et des engagements prévisionnels, il faut : - Redimensionner les MP éligibles au dernier CTE de décembre 2004. - Couvrir les besoins en financement à hauteur de 3 866 316 914 F CFA.
Des difficultés de mobilisation des apports des communautés au niveau de 7 MP dans la zone de Linguère sont dues aux mauvais résultats des dernières campagnes agricoles	Le conseil municipal de Linguère décide d'appuyer les communautés dans la mobilisation des apports
Les contrats des OADC de la 1^{ère} génération arrivent à terme au 31 décembre 2004. <i>Des retards d'exécution sont notés sur 2 MP de puits de Koungeul, 2 MP de construction de digue et de remblai de mare à Foundiougne et 7 MP d'infrastructures diverses à Linguère</i>	- Le suivi des MP hydrauliques de la zone de Koungeul pourra être négocié et confié au même OADC qui assure la mission de la 2^{ème} vague. - La situation est pareille pour la zone de Foundiougne où l'OADC est le même que celui qui conduit la 2^{ème} mission d'appui. - Dans la zone de Linguère, il est recommandé d'arrêter le contrat de l'OADC à la date négociée et de recruter 2 animateurs maîtrisant la zone pour une durée maximale de 3 mois supplémentaires. Ces agents seront sous la supervision directe du Coordonnateur de l'ARFS de Louga.
L'insuffisance de matériels techniques spécifiques pour le fonçage et la mise en eau des puits hydrauliques des zones rocheuses comme Koungeul	Dans les zones similaires à celle de Koungeul où la gestion technique des puits est difficile, il est recommandé de s'orienter vers les adductions d'eau pour régler les besoins en eau des communautés villageoises.

V. Leçons capitalisées et perspectives 2005

5.1 Les principales leçons tirées se situent à plusieurs niveaux :

✓ **Au niveau de la réalisation des EPB**

- ❑ L'économie de temps en terme d'exécution des EPB par les relais communautaires formés et l'appropriation rapide de la démarche et des outils constituent des éléments clés ayant facilité la dynamique communautaire autour des étapes d'évaluation des besoins, de formulation des DMP et de mobilisation des apports. Dans le cadre d'une bonne capitalisation du processus, l'expérience des EPB telle que présentement réalisée doit être documentée sur le terrain et partagée avec les collectivités locales et servir d'outil participatif pour la réactualisation des Plans Locaux de Développement (PLD).

✓ **Au niveau de la mise en œuvre des MP**

- ❑ Dans le domaine de l'éducation, le paquet technique minimal intégré de services, qui constitue la vision du ministère de l'éducation, est pris en compte par l'AFDS dans la réalisation des microprojets d'écoles qui comportent en plus de la construction de salles de classes équipées, un mur de clôture, un bloc sanitaire et administratif, un point d'eau et des rampes le plus souvent pour les handicapés.

✓ **Au niveau de l'assistance technique**

- ❑ L'implication des relais communautaires dès le démarrage des EPB a permis de réduire la concentration des tâches d'animation et de dynamique et d'organisation communautaires des nouveaux OADC. La même démarche sur les EPB sera adoptée pour définir la mission de l'OADC pour la région de Ziguinchor.

5.2 Les perspectives de 2005

- La poursuite de la mise en œuvre et du suivi de la majorité des micro-projets en vue de leur clôture avant le 31 décembre 2005 ;
- Le développement des activités de capitalisation sur les bonnes pratiques et expériences dans toutes les étapes de l'exécution de la mission ;
- La restitution et le partage des méthodologies et outils d'analyse participative de la pauvreté et des besoins mises en œuvre (EPP, indice de pauvreté) ;
- La réalisation de différentes études et évaluations de résultats et d'impacts sur les performances des OADC, la qualité des micro-projets d'infrastructures et d'équipements, l'évolution des indices de pauvreté des villages/quartiers ;
- Le renforcement du partenariat avec les Collectivités locales et les secteurs, pour la pérennisation des micro-projets ;
- La consolidation de la base de données des micro-projets et la valorisation des études et produits issus de l'exécution ;
- L'appui à l'ARFS de Ziguinchor. Le ciblage de communautés rurales et villages, le processus de sélection de l'OADC, la réalisation des EPP/EPB, la formulation des DMP, la mise en œuvre et le suivi de l'exécution seront également réalisés au cours du premier semestre de 2005 ;
- La préparation du passage à une extension nationale, dans le contexte de la décentralisation.

PLAN D'ACTIONS DE LA COMPOSANTE 1 : AMELIORATION DE L'ACCES AUX INFRASTRUCTURES ET SERVICES SOCIAUX DE BASE

N°	ACTIVITES	INDICATEURS 2005	2005												BUDGET PREVISIONNEL	Budget en \$ au 30/11/04
			Jan	Fév	Mars	Av	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc		
1.1	Recrutement Assistance technique														52 000 000	105 394
1.1.1	Consultants pour évaluation technique de la qualité des MP financés														4 000 000	8 107
	Elaboration des TDR consultants pour évaluation technique des MP	TDR validés														-
	Evaluation des CV des consultants	Au moins 12 CV évalués														-
	Recrutement des Consultants	8 contrats signés														-
	Exécution de la mission	8 rapports d'évaluation de MP disponibles													4 000 000	8 107
1.1.2	Consultants pour évaluation de l'impact des Micro-Projets achevés														28 000 000	56 751
	Elaboration des TDR des Consultants pour l'évaluation de l'impact des Micro-Projets achevés	TDR validés														-
	Evaluation des CV des consultants	Au moins 10 CV évalués														-
	Recrutement des Consultants	4 contrats signés														-
	Exécution de la mission	4 rapports d'évaluation disponibles													28 000 000	56 751

N°	ACTIVITES	INDICATEURS 2005	2005												BUDGET PREVISIONNEL	Budget en \$ au 30/11/04
			Jan	Fév	Mars	Av	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc		
1.1.3	Consultants pour l'évaluation des performances des OADC														12 000 000	24 322
	Elaboration des TDR des Consultants pour l'évaluation des performances des OADC	TDR validés														-
	Evaluation des CV des consultants	Au moins 6 CV évalués														-
	Recrutement des Consultants	2 contrats signés														-
	Exécution de la mission	2 rapports d'évaluation des OADC disponibles														
1.1.4	Consultant pour l'élaboration du guide sur les EPP														12 000 000	24 322
	Elaboration des TDR du consultant	TDR validés													2 000 000	4 054
	Evaluation des CV des consultants	Au moins 3 CV évalués														-
	Recrutement du Consultant	1 contrat signé														-
	Exécution de la mission	1 guide disponible													2 000 000	4 054
1.1.5	Consultant pour la production d'un guide illustré sur l'entretien et la maintenance des infrastructures															-
	Confection d'un guide pratique d'aide à la décision pour le choix de microprojets par les communautés	1 guide disponible														-

N°	ACTIVITES	INDICATEURS 2005	2005												BUDGET PREVISIONNEL	Budget en \$ au 30/11/04
			Jan	Fév	Mars	Av	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc		
1.1.6	Consultant pour la traduction du guide sur les EPP et du guide sur la maintenance des infrastructures en langues nationales														6 000 000	12 161
	Elaboration des TDR du Consultant pour la traduction du guide sur les EPP et du guide sur la maintenance des infrastructures en langues nationales	TDR validés														-
	Evaluation des CV des consultants	Au moins 3 CV évalués														-
	Recrutement du Consultant	1 contrat signé														-
	Exécution de la mission	2 guides traduits dans 5 langues locales													6 000 000	12 161
1.2	Evaluations Participatives de la Pauvreté (EPP)														12 000 000	24 322
	Organisation de séminaires de restitution des résultats des EPP	1 séminaire national et 5 séminaires régionaux organisés														-
	Mise à disposition des rapports aux autorités locales	1032 rapports villages/quartiers et 57 rapports CR mis à disposition													10 000 000	20 268
	Multiplication du guide traduit en langues locales sur la démarche et la méthodologie des EPP	1 guide traduit multiplié en 1000 exemplaires en langues nationales														-
	Diffusion du guide	1 guide diffusé													2 000 000	4 054
																-

N°	ACTIVITES	INDICATEURS 2005	2005												BUDGET PREVISIONNEL	Budget en \$ au 30/11/04
			Jan	Fév	Mars	Av	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc		
1.3	Poursuite activités 1ère vague OADC														5 000 000	10 134
	Clôture des MP 2ème et 3ème vagues	144 MP clôturés														-
	Exécution des 2ème et 3ème vagues	144 MP réalisés dans les délais														-
	Suivi du fonctionnement des infrastructures 1ères, 2ème et 3ème vagues	Toutes les infrastructures sont fonctionnelles														-
	Formation en entretien et maintenance des infrastructures	10 ateliers de formation organisés													5 000 000	10 134
1.4	Poursuite activités 2ème vague OADC														-	-
	Exécution de la mission des opérateurs	7 opérateurs exécutent les activités														-
1.4.1	Approbation des DMP (6ème et 7ème CTE)														-	-
	Approbation liste des MP retenus	263 MP approuvés														-
	Notification aux communautés	1 lettre de notification par communauté														-
	Mobilisation de la contribution de la communauté	Apport de 5% mobilisé par MPE														-
1.4.2	Mise en œuvre des microprojets (2e vague)														3866316914	7 836 289
	Versement des tranches de financement des microprojets	Montant versé par MP														-

N°	ACTIVITES	INDICATEURS 2005	2005												BUDGET PREVISIONNEL	Budget en \$ au 30/11/04
			Jan	Fév	Mars	Av	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc		
	Exécution des MP financés de la 4ème et 5ème CTE	226 MP réalisés dans les délais														-
	Versement des tranches de financement	Montant versé par MP														-
	Exécution des MP financés de la 6ème et 7ème CTE	263 MP réalisés														
	Auto-évaluation des MP 4ème et 5ème vagues	226 auto-évaluations réalisées														-
	Clôture des MP 4ème et 5ème vagues	226 MP clôturés														-
	Auto-évaluation des MP 6ème et 7ème vagues	263 auto-évaluations réalisées														
	Clôture des MP 6ème et 7ème vagues	263 MP clôturés														
	Suivi du fonctionnement des infrastructures 4ème, 5ème, 6ème et 7ème vagues	Toutes les infrastructures sont fonctionnelles														-
	Formation en entretien et maintenance des infrastructures	10 ateliers de formation organisés													5 000 000	10 134
1.5	Suivi /supervision de la mise en œuvre de la composante														10 000 000	20 268
	Organisation de mission de supervision	1 mission de supervision réalisée par l'UACB par trimestre														
	Organisation de visites de partage avec les projets sectoriels	Nbre missions organisées														-

N°	ACTIVITES	INDICATEURS 2005	2005												BUDGET PREVISIONNEL	Budget en \$ au 30/11/04			
			Jan	Fév	Mars	Av	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc					
1.6	Information/Formations/Echanges																		
	Organisation d'ateliers de partage d'expériences avec les membres des CTE	2 ateliers de partage organisés																18 500 000	37 496
	Organisation de séminaires de partage d'expériences entre OADC	5 ateliers de partage organisés																2 500 000	5 067
	Organisation de Video-conférence sur expérience des OADC	2 video-conférence organisés																5 000 000	10 134
	Visites d'échanges entre communautés	10 de visites d'échanges organisés																1 000 000	2 027
1.7	Démarrage des activités de la région de Ziguinchor																	10 000 000	20 268
	Mise en œuvre des activités dans la région de Ziguinchor																	923 500 000	1 871 759
1.7.1	Sélection d'opérateurs d'appui au développement communautaire																		-
	Elaboration de TDR des opérateurs																		-
	Evaluation des offres des opérateurs	Au moins 5 offres évaluées																	-
	Recrutement des opérateurs	2 contrats d'opérateurs signés																	-
	Exécution de la mission	mission exécutée																98 400 000	199 438
1.7.2	Réalisation des Evaluations Participatives des Besoins (EPB)																		
	Réalisation des Evaluations Participatives des Besoins (EPB)	82 EPB réalisées et rapports disponibles																	-

VI. ANNEXES :

6. 1 TABLEAU DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS/ACTIONS CONVENUES LORS DE LA MISSION DE SUPERVISION

REF**	ACTIONS CONVENUES / RECOMMANDATIONS	DELAI DE MISE EN ŒUVRE	RESULTATS ATTENDUS DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	STRUCTURE RESPONSABLE DE L'ACTION	ETAT D'AVANCEMENT
III	Objectifs de développement du projet				
ICP-2	Fournir un état de l'exécution des modules d'IEC qui fera l'objet d'une évaluation systématique lors de la prochaine mission de supervision pour tous les projets en cours et achevés	ND	Un Etat d'exécution des modules IEC disponible	R.Communication/RUACB/RUAMF	Les modules IEC sur le VIH / Sida sont exécutés au niveau de tous les MP et SP financés par l'AFDS. La stratégie de mise en œuvre a consisté à la formation de cinq (5) relais par villages par les responsables de l'Education pour la santé des districts de santé. La démultiplication est faite par les relais membres des CAF suivant un planning élaboré avec les animateurs des OADC. Outre les villages partenaires de l'AFDS, la démultiplication a concerné les localités polarisées.
ICP-4A.2.	Recruter un consultant pour mesurer l'évolution de cet indice dans les villages ciblés et fournir les résultats avant juin 2006	juin-06	Indice de pauvreté mesuré pour chaque village	RUISE/RUACB	Les premières infrastructures sont fonctionnelles et les outils de gestion mis en place pour permettre un suivi de l'utilisation de ces infrastructures. La base de données a été confectionnée et la saisie est effectuée au fur et à mesure de la livraison des informations contenues dans les rapports d'EPP. Les mesures des indices sectoriels et synthétiques se feront à partir de 2005 par des consultants externes en rapport avec les secteurs

							concernés.
IV	Exécution du projet						
	Composante 1. Accès aux Infrastructures communautaires et aux services sociaux de base						
17.	Plan de Pérennisation des Microprojets : Consolider les différents travaux des opérateurs pour en faire des documents types à inclure dans la prochaine version du Manuel de Procédures.	ND	Les plans de pérennisation disponibles et utilisés par les opérateurs	RUACB	Les plans de pérennisations préparés sont disponibles et sont utilisés par l'ensemble des opérateurs: les plans de renforcement des capacités et de transfert de compétences, les plans de gestion environnementale, les modèles de gestion, de maintenance et d'entretien pour chaque catégorie d'infrastructures sont harmonisés.		
			Des outils de référence élaborés		Les canevas de DMP ont été revus et harmonisés, les cadres logiques des microprojets révisés. Un Guide d'exécution et de gestion des infrastructures a été élaboré en sept (07) volumes. Le partage du guide est prévu en décembre 2004.		
X	Système de SE du projet						
40.	Préparer les TDR pour les évaluations techniques et les discuter avec les Ministères sectoriels concernés	ND	TDR disponibles	DG/RUACB/RUAMF/RC/RUISE	Les TDR ont été élaborés. Les projets sont disponibles et devront être discutés avec la mission		
XIII	Plan d'actions						

47.	Achèvement des EPB sur le terrain	31-août-04	RUACB	Toutes les EPB ont été réalisées et les rapports sont disponibles
	Approbation des 1ers Projets de Service de Base de 2ème vague	31-août-04		

ND :

**

- Référence Aide-mémoire

6.2. SITUATION FINANCIERE DES MICROPROJETS

Région	1 ^{er} CTE		2 ^{ème} CTE		3 ^{ème} CTE		4 ^{ème} CTE		5 ^{ème} CTE		Nbr total	Montant total
	Nbr	Montant	Nbr	Montant	Nbr	Montant	Nbr	Montant	Nbr	Montant		
Louga	16	172 364 264	31	431 279 446	57	852 493 339	13	145 136 907	40	642 157 460	157	2 243 431 416
Kolda	13	92 524 419	23	164 272 533	17	122 268 714	29	416 736 919	28	388 421 764	110	1 184 224 349
Kaolack	11	118 743 477	11	105 710 496	19	164 688 760	13	167 977 218	30	377 037 466	84	934 157 417
Fatick	10	102 249 697	19	269 685 450	31	402 684 576	33	417 878 335	40	513 001 226	133	1 705 499 284
Dakar	13	173 775 448									13	173 775 448
Total	63	659 657 305	84	970 947 925	124	1 542 135 389	88	1 147 729 379	138	1 920 617 916	497	6 241 087 914

6.3. Tableau récapitulatif des virements au titre des financements des microprojets des vagues 1, 2, 3 et 4

REGION	CTE 1			CTE 2			CTE 3			CTE 4			CUMUL NBRE	CUMUL VIREMENT S	% DU TOTAL
	NBR E	MONTANT	%	NBR E	MONTANT	%	NBR E	MONTANT T	%	NBR E	MONTANT T	%			
FATICK	10	98 717 922	88%	19	226 953 443	84%	31	225 725 303	56%				60	551 396 668	71%
LOUGA	16	148 111 098	75%	31	254 561 303	59%	57	422 771 862	50%				104	825 444 263	57%
KAOLAC K	11	118 742 475	100 %	11	88 622 931	74%	19	122 082 256	74%	13	105 978 100	63%	54	435 425 762	78%
KOLDA	13	88 692 610	96%	23	142 903 822	87%	17	64 333 388	53%	29	211 279 727	51%	82	507 209 547	64%
TOTAL	50	454 264 105	93%	84	713 041 499	73%	124	834 912 809	74%	42	317 257 827	54%	300	2 319 476 240	65%

N°	ACTIVITES	INDICATEURS 2005	2005												BUDGET PREVISIONNEL	Budget en \$ au 30/11/04
			Jan	Fév	Mars	Av	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc		
1.7.3	Préparation, formulation DMP															
	Préparation des DMP	82 DMP identifiées														-
	Formulation des DMP	82 DMP élaborées														-
1.7.4	Mise en place du CTE														1 000 000	2 027
	Installation et mise à niveau du CTE	1 CTE installé et 1 session de formation														
	Organisation des sessions d'évaluation des DMP par les CTE	2 sessions de 41 DMP organisées														-
	Transmission des DMP et des rapports du CTE à la Direction Générale de l'AFDS	82 DMP et 2 rapports CTE transmis														-
1.7.5	Approbation et financement MP															
	Approbation des DMP	Nombre de DMP approuvées														-
	Virement des tranches	2 tranches virées par MP														-
1.7.6	Mise en œuvre MP															
	Mise en œuvre des MP	82 MP exécutés et suivis													824 100 000	1 670 294
	Mise en place des organes de gestion des MP	CGMP, CTMO et CAF installés par MP														-
	Auto évaluations MP	82 MP auto évalués														
	Clôture des MP	82 MP clôturés														-

N°	ACTIVITES	INDICATEURS 2005	2005												BUDGET PREVISIONNEL	Budget en \$ au 30/11/04
			Jan	Fév	Mars	Av	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc		
1.8	Autres activités															-
	Restitution des études environnementales	6 restitutions réalisées														-
	Restitution des études sur l'élaboration de guides pratiques sur les infrastructures	6 restitutions réalisées														-
	Restitution de l'étude sur le calcul de l'indice de pauvreté	1 restitution organisée														-
1.9	Mise à jour du volume 2 du manuel de procédures	1 manuel révisé														-
	TOTAL COMPOSANTE 1 HORS ACTIVITES ZIGUINCHOR														3 963 816 914	8 033 903
	TOTAL COMPOSANTE 1														4 887 316 914	9 905 662